

## Burundi : cinq défenseurs des droits humains arrêtés

@rib News, 15/02/2023 - Source AFP Cinq défenseurs des droits humains ont été arrêtés mardi au Burundi par les services de renseignement, dont quatre étaient à prendre un avion pour l'Ouganda, ont déclaré mercredi une ligue de défense des droits humains Iteka et une source policière.

Sonia Ndikumashabo, présidente de la coordinatrice générale de l'Association des femmes juristes du Burundi et ancienne vice-présidente de la Commission nationale indépendante des droits de l'Homme, fait partie des militants arrêtés à l'aéroport de la capitale Bujumbura par le Service national du renseignement (SNR), a affirmé le président de la ligue Iteka, Anchaire Nikoyagize. Prosper Runyange, membre de l'Association pour la paix et la promotion des droits de l'Homme (APDH), a de son côté été arrêté à Ngozi, dans le nord du pays, « plus tard dans la journée (de mardi) » sur mandat du procureur. Il a passé la nuit dans un cachot de police avant d'être transféré au siège du SNR à Bujumbura mercredi matin, a déclaré M. Anchaire, ajoutant: « Une personne ne sait pour le moment le motif de toutes ces arrestations ». Interrogées, les autorités burundaises n'ont pas souhaité s'exprimer sur ces arrestations, qui ont été confirmées à l'AFP par un haut gradé de la police, sous couvert de l'anonymat. « C'est la première fois que des activistes des droits de l'Homme sont arrêtés en même temps », a souligné Anchaire Nikoyagize. Depuis son accession au pouvoir en 2020, le président du Burundi, Évariste Ndayishimiye, qui a pris la suite de Pierre Nkurunziza, d'abord à la même année et qui dirigeait le pays d'une main de fer depuis 2005, balance entre signes d'ouverture démocratique, qui reste sous l'emprise de puissants « généraux », et ferme contrôle du pouvoir avec des atteintes aux droits de l'Homme dénoncés par des ONG. « L'hostilité du gouvernement envers la société civile et les médias florissants du Burundi persiste malgré l'élection d'un nouveau président en mai 2020 », avait souligné d'ailleurs Human Rights Watch (HRW). Le Burundi, enclavé dans la région des Grands Lacs, est le pays le plus pauvre au monde en terme de PIB par habitant selon la Banque mondiale, selon qui 75% de ses 12 millions d'habitants vivent sous le seuil international de pauvreté.